

La documentation numérique

Introduction

La documentation numérique, autrefois plutôt qualifiée de « documentation électronique », recouvre une réalité diverse en termes de contenus. On peut parler de :

- Bases de données bibliographiques ou en texte intégral,
- Bouquets de revues en texte intégral d'éditeurs scientifiques¹,
- Collections de livres électroniques : se développent des plates-formes comme « Cairn » ou « Cyberlibris » qui commercialisent des accès à des livres numériques (ebooks),
- Bibliothèques numériques patrimoniales : versions numérisées d'ouvrages et/ou de revues patrimoniales (Gallica, Europeana, Hortalia², la BINA³...),
- Archives ouvertes : plateformes d'articles en open-access (HAL, arXiv, ...) ⁴.

1. Évolutions des modèles d'acquisition de la documentation électronique

1.1. La sélection des documents électroniques

Les bibliothèques acquièrent désormais un bouquet de revues (par exemple ScienceDirect chez Elsevier) via une interface proposant également des services personnalisés ainsi qu'un accès illimité (ou limité). On le voit, il ne s'agit pas de sélectionner les titres un à un, mais plutôt de s'abonner à un catalogue le plus souvent disciplinaire, qui bouleverse le processus de sélection.

Le modèle couplage papier-électronique qui était la règle est en train d'évoluer. Aujourd'hui, les établissements s'engagent souvent de manière pluriannuelle (c'est ce que l'on appelle le Big Deal ou le Groupement de commande « offre commerciale qui porte sur la totalité de la collection du fournisseur assortie d'une remise optimale décourageant toute sélection que ce modèle économique rend plus onéreuse »⁵) avec un plafonnement des augmentations sur la durée des contrats. Face à la difficulté de

¹ Voir la fiche Bibliothéconomie 1-4 : Les différents supports de l'information

² <https://bibliotheque-numerique.hortalia.org/> (Consulté le 04/07/2025)

³ <https://bina.bulac.fr/> (Consulté le 04/07/2025)

⁴ Voir la fiche Bibliothéconomie 1-7 : La Science Ouverte

⁵ Perbost, Magali. « La documentation à l'université ». Bulletin des bibliothèques de France (BBF), 2013, n° 1, p. 11-17. Disponible en ligne : <https://bbf.enssib.fr/consulter/bbf-2013-01-0011-002> . ISSN 1292-8399 (Consulté le 08/07/2025)

négocier seul avec un éditeur, des consortiums/groupements se sont organisés au fil des années pour gérer l'acquisition de ces ressources à une autre échelle.

Enfin, «nombre de bibliothèques, poussées en cela par les modèles économiques développés par les fournisseurs, renoncent d'ailleurs à la majorité de leurs abonnements papier à des revues pour se tourner vers le e-only»⁶, modèle économique qui offre uniquement l'accès électronique en texte intégral à un bouquet de revues scientifiques.

1.2. Le poids de la documentation électronique dans les budgets documentaires

Les montants consacrés à l'achat de la documentation électronique ne cessent de croître ces dernières années, ce qui a des conséquences directes dans les choix effectués en termes de politique documentaire.

Une réorganisation en profondeur des modalités d'achat des ressources électroniques s'est donc mise en place ces dernières années à l'échelle du territoire. Des instances nationales de l'information scientifique et technique se sont regroupées et coordonnées, afin de :

- Fédérer l'achat de ressources électroniques pour avoir plus de poids face aux éditeurs scientifiques internationaux (tel Elsevier),
- D'organiser l'accès, la politique d'acquisition, la valorisation de ces ressources via des outils adaptés et de proposer une collection d'envergure aux bibliothèques universitaires ainsi qu'aux bibliothèques des grands établissements.

Quels sont ces acteurs impliqués dans l'information scientifique et technique en France ?

2. Les acteurs de la gestion et l'acquisition de documentation électronique en France

2.1. Rôle et missions du consortium COUPERIN (Consortium unifié des établissements universitaires et de recherche pour l'accès aux publications numériques)

Ce consortium repose sur un constat : les établissements de l'enseignement supérieur doivent accroître et pérenniser le travail de mutualisation et de coopération pour être en mesure de négocier avec les grands éditeurs scientifiques.

C'est le rôle dévolu au consortium COUPERIN⁷ qui regroupe 306 membres, 106 universités et établissements assimilés, 31 organismes de recherche, 104 écoles, 3 bibliothèques

⁶ Ibid.

⁷ <https://www.couperin.org/> (Consulté le 08/07/2025)

dotées de la personnalité morale (par exemple la BnF, la BNUS), 47 établissements de santé et 15 autres organismes ayant une mission d'enseignement supérieur ou de recherche (chiffres au 08/07/2025⁸) et dont les missions sont les suivantes :

- Recueillir et analyser les besoins des établissements en termes de documentation électronique,
- Évaluer, négocier et organiser les achats au bénéfice des membres du réseau.
- Construire et développer un réseau de compétences et d'échanges en matière de documentation électronique

De plus, le rôle de COUPERIN s'est élargi au fil des années :

- Évolution des contrats avec les éditeurs,
- Question des statistiques et de la mise en place d'outils adaptés à l'amélioration de la communication scientifique.
- Favoriser l'accès aux ressources électroniques aux personnes en situation de handicap.

....

Le réseau CAREL (Coopération pour l'Accès aux Ressources numériques en bibliothèques) était l'équivalent de COUPERIN pour les bibliothèques de lecture publique. Depuis janvier 2025, la Bibliothèque publique d'Information (BPI) a pris le relais et exerce directement la mission nationale « Ressources numériques »⁹.

Cette mission recouvre quatre principaux objectifs :

- Accompagner les bibliothèques territoriales françaises dans leur connaissance, leur gestion des ressources numériques payantes ainsi que leurs réflexions à ce sujet ;
- Être un espace de dialogue entre bibliothécaires d'une part, et entre bibliothécaires et fournisseurs de ressources numériques d'autre part ;
- Élaborer les outils pour engager les éditeurs à mieux adapter leurs offres de ressources numériques aux besoins des bibliothèques de lecture publique ;
- Fournir des outils d'aide au choix des ressources numériques (catalogue des offres référencées, grilles d'évaluation, échanges, etc.).

La BPI vise à mettre en œuvre des actions de coopération nationale avec les bibliothèques de lecture publique :

- Une veille régulière sur les ressources numériques sous abonnement ;
- Une concertation autour des modèles commerciaux avec les éditeurs ;
- L'animation d'un Comité d'évaluation des ressources numériques référencées¹⁰ qui collecte les besoins, évalue les offres et s'implique dans les concertations afin

⁸ <https://www.couperin.org/le-consortium/les-membres/> (Consulté le 08/07/2025)

⁹ <http://www.reseaucarel.org/la-mission-nationale-ressources-numeriques-de-la-bpi> (Consulté le 08/07/2025)

¹⁰ <https://cooperation-ressources-numeriques.bpi.fr/dossier/comite-devaluation-des-ressources-numeriques-referencées/> (Consulté le 08/07/2025)

de donner une représentativité aux bibliothèques de lecture publique en matière de ressources numériques.

- L'élaboration d'outils d'accompagnement et de conseil à destination des éditeurs et des bibliothécaires.

2.2. Au niveau politique et organisationnel : le rôle de l'Abes dans les groupements de commandes de la documentation électronique

En relation étroite avec les négociateurs du consortium Couperin.org, l'Abes est mandatée par le MESR pour constituer des groupements de commandes, signer et exécuter les marchés pour l'acquisition de ressources électroniques auprès des principaux éditeurs scientifiques (c'est-à-dire lancement des appels d'offres, signature et exécution des marchés pour les membres des groupements). Elle coordonne **un groupement de commandes permanent couvrant 15 marchés** distincts d'abonnement à des ressources électroniques dont le **contrat d'abonnement aux revues Elsevier**, dans le cadre d'un abonnement sous forme de licence nationale par financement mutualisé. Quelques exemples de groupements de commandes¹¹ :

- DALLOZ (pour 91 établissements)
- EBSCO (pour 66 établissements)
- JSTOR (93 établissements)
- ELSEVIER (167 établissements)

2.3. Au niveau politique et organisationnel : le plan de soutien à l'édition scientifique

Depuis 2017¹², le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (MESR) a mis en place ce plan de soutien favorisant le maintien et l'adaptation au numérique d'une édition de revues scientifiques françaises de qualité, dynamiques et compétitives. L'ABES est porteur des marchés suivants¹³ :

- CAIRN¹⁴
- EDP Sciences¹⁵
- OpenEdition¹⁶

¹¹ <https://abes.fr/documentation-electronique/acquisitions/> (Consulté le 08/07/2025)

¹² <http://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/cid136723/le-soutien-a-l-edition-scientifique.html> (Consulté le 08/07/2025)

¹³ <https://abes.fr/documentation-electronique/acquisitions/> (Consulté le 08/07/2025)

¹⁴ <http://www.abes.fr/Media/Fichiers/licencesnationales/revues-Cairn> (Consulté le 08/07/2025)

¹⁵ <http://www.abes.fr/Media/Fichiers/licencesnationales/EDP-Sciences> (Consulté le 08/07/2025)

¹⁶ <http://www.abes.fr/Media/Fichiers/licencesnationales/Open-Edition> (Consulté le 08/07/2025)

2.4 Au niveau politique et organisationnel : les licences nationales

Fin 2010, l'ABES a été mandatée par le MESR, pour négocier et acquérir des ressources sous forme de licences nationales, permettant de desservir l'ensemble des communautés d'enseignement et de recherche françaises. Les ressources numériques sélectionnées et acquises dans ce cadre concernent des archives de revues et des corpus d'e-books et non des abonnements courants.

Ce projet s'est inscrit dans le cadre de la Bibliothèque scientifique numérique (BSN). Cette infrastructure nationale, pilotée par le Ministère, avait pour objectif d'organiser et d'accompagner le déploiement des ressources numériques au sein des établissements de l'enseignement supérieur. La BSN a été remplacée par le comité de pilotage de la science ouverte (CoSo¹⁷). Ce dispositif propose des orientations visant à généraliser l'accès ouvert aux publications scientifiques, structurer et ouvrir les données de la recherche et souhaite s'inscrire dans une dynamique durable, européenne et internationale.

2.5 Au niveau politique et organisationnel : le projet ISTEEX

Le projet ISTEEX (Initiative d'excellence de l'Information Scientifique et Technique), a été développé entre 2012 et 2018. Il avait pour objectif de mettre à disposition de la communauté de l'enseignement supérieur et de la recherche, à l'échelle du territoire national, un vaste corpus de documentation électronique dans toutes les disciplines. Il s'agissait donc de proposer un accès à des collections rétrospectives via des archives de revues, des bases de données ou des corpus numériques de textes. Ce projet a été porté par 4 organismes partenaires :

- le CNRS
- l'ABES
- le consortium COUPERIN
- l'Université de Lorraine pour le compte de la CPU (Conférence des Présidents d'Université)

Le budget attribué au projet ISTEEX a permis l'acquisition de 35 corpus documentaires, représentant 20 millions d'articles et de chapitres.

ISTEEX s'est incarné dans deux actions principales :

- L'acquisition d'archives scientifiques : collections pluridisciplinaires tendant à répondre aux besoins des acteurs de l'enseignement supérieur et de la recherche

¹⁷ <https://www.ouvrirelascience.fr/accueil/> (Consulté le 08/07/2025)

- La création d'une plateforme ISTE¹⁸ destinée à héberger l'ensemble des données et gérée par l'INIST-CNRS.

Désormais ISTE s'oriente vers des missions d'assistance auprès des établissements bénéficiaires : vérification des accès, suivi des opérations de signalement, veille sur les évolutions des plateformes éditeurs, recueil des statistiques et accompagnement des établissements.

En 2018, le circuit d'adhésion ISTE a été mis en place. Plusieurs campagnes de communication ont été organisées auprès des établissements au sujet de ce modèle économique. Fin 2018, 92 établissements avaient adhéré.

Depuis le 8 mars 2022, Iste est un projet d'infrastructure de recherche inscrit dans la feuille de route nationale du Mesr¹⁹. En 2025, la plateforme compte plus de 30 millions de publications scientifiques couvrant toutes les disciplines sur une période de 700 ans²⁰.

2.6 Évaluer l'usage des ressources électroniques : un véritable enjeu pour adapter l'offre aux besoins de la communauté universitaire

Évaluer l'usage des ressources électroniques est un véritable enjeu pour adapter au mieux l'offre et rationaliser les dépenses. Cependant, s'il existe des indicateurs identifiés qui permettent une comparaison à l'échelle nationale (ces données sont rassemblées par niveaux dans l'ESGBU), voire internationale²¹, il n'est pas encore aisé de mesurer les usages de la documentation électronique.

Le consortium Couperin s'est doté d'un Groupe de Travail Indicateurs de Pilotage des Politiques Documentaires Numériques – GTI²², qui travaille notamment à la définition d'indicateurs adaptés au pilotage des politiques documentaires numériques : « Avec le groupe de travail sur les statistiques d'utilisation (GTSU), Couperin.org a développé une expertise dans la définition, la connaissance et l'application de normes telles que COUNTER et PIRUS. Des outils permettant l'automatisation de la collecte des données d'usage en provenance des éditeurs (MESURE) et la collecte de données d'usage locales (AnalogIST et ezPAARSE) ont été développés et sont utilisés avec succès par de nombreux établissements pilotes²³ ».

¹⁸ <https://www.istex.fr/> (Consulté le 08/07/2025)

¹⁹ <https://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/sites/default/files/2022-03/feuille-de-route-nationale-des-infrastructures-de-recherche---2021-17054.pdf#page=245>, p. 244 (Consulté le 08/07/2025)

²⁰ <https://www.istex.fr/a-propos/> (Consulté le 08/07/2025)

²¹ Étude des Indicateurs européens : la situation des bibliothèques universitaires françaises par rapport aux autres pays européens, ADBU, 2018 <https://www.enssib.fr/bibliotheque-numerique/notices/68079-etude-des-indicateurs-europeens-la-situation-des-bibliotheques-universitaires-francaises-par-rapport-aux-autres-pays-europeens> (Consulté le 08/07/2025)

²² <https://www.couperin.org/groupes-de-travail/groupe-de-travail-indicateurs-de-pilotage-des-politiques-documentaires-numeriques-gti/> (Consulté le 08/07/2025)

²³ <https://alist.inist.fr/?p=12528> (Consulté le 08/07/2025)

Deux outils permettant la collecte des données sont actuellement utilisés :

- Portail ezMESURE²⁴ pour la collecte des données d'usages en provenance des éditeurs.
- REadMETRICS²⁵ (issu d'ezMESURE et ezPAARSE²⁶) pour la collecte des données d'usage locales.

3. Accès et consultation de la documentation électronique

Les modalités d'accès à la documentation électronique ont été considérablement modifiées ces dernières années. En proposant l'accès distant aux ressources numériques, les services de la bibliothèque ont évolué. Sous réserve de ces accords (négociés dans les contrats qui peuvent ouvrir à un usage illimité ou limité des contenus), les utilisateurs peuvent donc consulter où qu'ils soient les ressources acquises par l'institution à laquelle ils appartiennent, souvent à partir de leur ENT (**Environnement Numérique de Travail**).

Ces nouveaux services touchent également le système d'information. Des bibliothèques décident ainsi d'homogénéiser et de fédérer l'accès à tous les types de services et de ressources (support papier et numérique) via une interface unique : il peut s'agir de **Discovery Tools**.

« Les discovery tools ou outils de découverte permettent aux usagers d'accéder à toutes les ressources qu'une bibliothèque propose via un unique point d'accès, indifféremment du support, du mode et du lieu de stockage. Leur but est de permettre aux usagers de découvrir les collections complètes d'une bibliothèque en une seule recherche [...] »²⁷.

4. Assurer l'archivage pérenne de la documentation électronique

Le Centre informatique national de l'enseignement supérieur (**CINES**²⁸) est missionné par le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche depuis 2008 pour accompagner et structurer la mission nationale d'archivage du patrimoine numérique. Cela s'est traduit en 2007 par la mise en place d'une plate-forme d'archivage pérenne dont le nom est PAC (Plateforme d'Archivage au CINES). Le CINES accompagne les structures dans l'ensemble des étapes d'un projet d'archives.

Des projets sont désormais en exploitation, dont par exemple (liste non exhaustive) :

- l'archivage des thèses électroniques en lien avec l'ABES,

²⁴ <https://ezmeasure.couperin.org/> (Consulté le 08/07/2025)

²⁵ <https://www.readmetrics.org/> (Consulté le 08/07/2025)

²⁶ <https://demo.ezpaarse.org/> (Consulté le 08/07/2025)

²⁷ Glossaire CRFCB : <https://callisto-formation.fr/mod/glossary/showentry.php?eid=6719> (Consulté le 08/07/2025)

²⁸ <https://www.cines.fr/presentation/missions/> (Consulté le 08/07/2025)

– l'archivage des revues SHS dans le cadre du programme PERSEE.

5. La place de la documentation électronique en lecture publique

Entre 2012 et 2024, l'association « Réseau Carel²⁹ » s'est chargée des questions des ressources numériques pour les bibliothèques publiques. Deux objectifs prévalaient : faire évoluer les relations contractuelles avec les fournisseurs et travailler à l'amélioration des offres éditoriales et aux problématiques inhérentes à la gestion des ressources numériques (modalités de tarification, accessibilité services associés, usages...).

Suite à la mise en place de la mission nationale « Ressources numériques » de la Bpi³⁰, un Comité d'évaluation des ressources numériques référencées³¹ a été créé en janvier 2025. Ce dispositif inclut notamment des évaluateurs qui sont des gestionnaires de ressources numériques en lecture publique. Ils testent, évaluent, interrogent, discutent, valident ou non la publication des offres négociées au catalogue³².

Conclusion

Les évolutions des modèles d'acquisition, de gestion et d'accès des ressources électroniques leur donnent une visibilité nouvelle à l'échelle nationale. Deux mots-clés sont essentiels : mutualisation et coordination. En effet, il s'agit pour les différents acteurs de l'IST de travailler en synergie afin de proposer une offre documentaire électronique cohérente, visible et utile à la communauté scientifique.

Enfin, le déploiement du numérique est l'occasion pour la profession de s'interroger sur les nécessaires évolutions liées aux missions d'accueil, de politique documentaire et de politiques de services. Et depuis peu intervient la question de la sobriété numérique... Un nouvel enjeu pour les bibliothèques...

Bibliographie

- <https://www.enssib.fr/bibliotheque-numerique/documents/69602-big-deals-et-open-access-quelle-strategie-numerique-pour-les-bibliotheques-universitaires.pdf> (Consulté le 08/07/2025)
- Chourreau, Pierre. « Collections numériques, collections physiques ». Bulletin des bibliothèques de France (BBF), 2010, n° 3, p. 18-21. Disponible en ligne : <

²⁹ Plus d'informations sur <https://reseaucaarel.org/> (Consulté le 08/07/2025)

³⁰ <https://reseaucaarel.org/la-mission-nationale-ressources-numeriques-de-la-bpi> (Consulté le 08/07/2025)

³¹ <https://cooperation-ressources-numeriques.bpi.fr/dossier/comite-devaluation-des-ressources-numeriques-referencées/> (Consulté le 08/07/2025)

³² <https://cooperation-ressources-numeriques.bpi.fr/catalogue/> (Consulté le 08/01/2025)

- <https://bbf.enssib.fr/consulter/bbf-2010-03-0018-003> >. ISSN 1292-8399 (Consulté le 08/07/2025)
- Colcanap, Grégory. « Istex: un gisement documentaire producteur de connaissances ». Bulletin des bibliothèques de France (BBF), 2013, n° 1, p. 66-71. Disponible en ligne : <https://bbf.enssib.fr/consulter/bbf-2013-01-0066-015> ISSN 1292-8399. (Consulté le 08/07/2025)
 - Groudiev, Stéphanie. La bibliothèque scientifique numérique. Bulletin des bibliothèques de France [en ligne], n°1, 2013. Disponible sur le Web : <https://bbf.enssib.fr/consulter/bbf-2013-01-0061-014> ISSN 1292-8399. (Consulté le 08/07/2025)
 - Hubert, Nicolas. « Les Consortiums documentaires en France et dans le monde ». Bulletin des bibliothèques de France (BBF), 2008, n° 4, p. 73-74. Disponible en ligne : <https://bbf.enssib.fr/consulter/bbf-2008-04-0073-001> (Consulté le 08/07/2025)
 - Naegelen, Pierre. Les modèles économiques actuels de la documentation électronique en BU. 2017 Disponible en ligne : <https://fr.slideshare.net/pierrenaegelen/les-modeles-economiques-actuels-de-la-documentation-electronique-en-bu> (Consulté le 08/07/2025)
 - Vajou, Michel. « Licences nationales ». Bulletin des bibliothèques de France (BBF), 2011, n° 3, p. 18-21. Disponible en ligne : <https://bbf.enssib.fr/consulter/bbf-2011-03-0018-004> ISSN 1292-8399 (Consulté le 08/07/2025)
 - « Bibliométrie et science ouverte : explorer de nouveaux territoires ». Arabesques, Octobre-Novembre-Décembre 2021. Disponible en ligne : <https://publications-prairial.fr/arabesques/index.php?id=2716&file=1/>. ISSN 2108-7016 (Consulté le 08/07/2025)
 - « Pépinières de revues en bibliothèques : de nouvelles synergies pour l'édition scientifique publique ». Arabesques, Janvier-Février-Mars 2023. Disponible en ligne : <https://publications-prairial.fr/arabesques/index.php?id=3125&file=1>. ISSN 2108-7016 (Consulté le 08/07/2025)
 - « Vers la sobriété numérique : les bibliothèques en action ». Arabesques, Avril-Mai-Juin 2023. Disponible en ligne : <https://publications-prairial.fr/arabesques/index.php?id=3365>. ISSN 2108-7016 (Consulté le 08/07/2025)